

Résumé des activités de la société civile au Mali en contribution au mouvement SUN

Bamako Octobre 2013



Préparé par :

Mr Touré Boureima Allaye, Président de la Société Civile, Directeur OMAES

Dr Traoré Ousmane, Directeur ASDAP

Massaman Sinaba, Chargé des Programmes OMAES

Dr Diarra Houleymata, Directrice HKI Mali

INTRODUCTION

Le Scaling Up Nutrition « SUN » est un appel pour le passage à l'échelle des efforts de lutte contre la malnutrition à travers une approche inclusive et coordonnée.

En y adhérant chaque pays s'engage à :

- contribuer à la réduction significative et durable de la sous-nutrition, et à l'amélioration de la santé et de la prospérité des générations futures ;
- sécuriser et maintenir la nutrition comme une priorité dans l'aide au développement,
- sécuriser les engagements au plus haut niveau des gouvernements pour réduire la malnutrition.

Le rôle continu de suivi, d'information et de plaidoyer à tous les niveaux de la Société Civile est important dans la réussite de cette initiative. Bien que de nombreuses Organisations ont mis en œuvre des programmes de nutrition dans le pays, leurs expériences en matière de plaidoyer, et en particulier dans le plaidoyer de nutrition, restent limitées et timides. Une voix commune sur la nutrition avec des messages cohérents communiqués par de multiples intervenants est nécessaire pour assurer un soutien continu aux activités de nutrition, d'où l'importance et le besoin de former une alliance forte des acteurs de la société civile acquise à la cause dans le pays.

Description de l'Alliance SUN de la Société Civile au Mali

Dans le cadre de la constitution de l'Alliance il est primordial que le contexte dans lequel le mouvement est né soit rappelé et connu des aspirants. Ceci, pour éviter que ce mouvement soit pris comme une question de conviction et d'engagement. Chacun doit partager non seulement la vision et les objectifs du mouvement mais aussi contribuer à renforcer la nutrition dans son pays dans le respect de la stratégie SUN pour 2012-2015. C'est dans ce cadre, sous l'égide de l'Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES) et Helen Keller International, qu'une alliance composée d'une douzaine d'organisations et collectif d'organisations actives en nutrition a été mise en place le 25 août 2011 au cours d'un atelier pour élaborer le concept note SUN Mali. Cette alliance reste ouverte à toutes les organisations intervenant dans le domaine de la nutrition au Mali.

a) La Vision

« Chaque femme et chaque enfant doit être bien nourri, un défi à relever. Une bonne nutrition dans les 1000 jours entre la grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant est une préparation indispensable pour une vie adulte en bonne santé avec un potentiel maximal d'apprentissage et un potentiel de gain combiné à une réduction de maladies ».

Au vu de cette vision, le Mali à travers les organisations de la société civile s'engage à œuvrer dans le sens de sa matérialisation afin de donner une chance de survie et d'épanouissement aux enfants et femmes maliennes à tous les niveaux.

b) Les Objectifs nationaux

Selon les documents de politiques et stratégies en nutrition validés, les objectifs nationaux qui vont en droite ligne de cette initiative sont les suivants :

- ✓ L'amélioration de l'accès à des aliments nutritifs à prix abordable, à l'eau potable, à l'assainissement, aux soins de santé et à la protection sociale ;
- ✓ La croissance optimale des enfants, démontrée par des niveaux réduits de retard de croissance (taille insuffisante pour l'âge) et d'émaciation (poids faible par rapport à la taille) ;
- ✓ L'amélioration des statuts micro-nutritionnels, surtout chez les femmes et les enfants, démontrée par des niveaux réduits de carences en micronutriments ;
- ✓ L'adoption accrue de pratiques qui contribuent à une bonne nutrition (comme l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de vie).

L'Alliance SUN et les autres acteurs prévoit de continuer leur travail qui inclus déjà plusieurs éléments de ces objectifs mais aussi d'ajuster les priorités afin d'aider le pays à poursuivre les quatre objectifs stratégiques suivants :

- ✓ Créer un environnement politique favorable, avec un leadership fort et un espace commun (plateformes multisectorielles) où les acteurs peuvent insérer et aligner leurs activités selon une responsabilité conjointe pour le renforcement de la nutrition ;
- ✓ Mettre en place les meilleures pratiques pour l'intensification des interventions efficaces et prouvées, y compris l'adoption de lois et de politiques efficaces ;
- ✓ Aligner les actions autour de plans nationaux de haute qualité et bien chiffrés, avec un cadre accepté de résultats et de redevabilité mutuelle ;
- ✓ Augmenter les ressources, orientées vers des approches cohérentes et alignées.

c) Les principes de l'alliance SUN au Mali

Les membres s'engagent selon les principes fondamentaux qui suivent pour la réalisation de ces objectifs :

1. **Etre transparent quant à l'impact** : tous les acteurs devront montrer et reconnaître de manière transparente et honnête l'impact de l'action collective ;
2. **Etre inclusif** : à travers des partenariats multisectoriels ouverts, les solutions et les interventions prouvées seront mises à l'échelle ;
3. **Etre basé sur les droits** : agir en conformité avec l'engagement de respecter l'équité et les droits de toutes les femmes, hommes et de leurs enfants ;
4. **Etre disposé à négocier** : lorsque des difficultés/défis surviennent comme on peut s'y attendre avec la diversité des partenaires travaillant ensemble, maintenir l'intention de résoudre les conflits et de parvenir à une entente ;
5. **Etre mutuellement redevables** : agir pour que tous les acteurs se sentent responsables et soient tenus collectivement redevables de leurs engagements conjoints ;
6. **Etre rentables** : établir des priorités sur la base de pratiques prouvées de ce qui aura l'impact le plus grand et le plus durable, à un coût minimal ;

7. **Etre en permanence en communication** : apprendre et s'adapter à travers le partage régulier des leçons pertinentes sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, entre les secteurs, les pays et les acteurs.

Pour adhérer à l'alliance les acteurs intéressés doivent respecter les critères et modalités qui intègrent une liberté de choix et un volontariat ; une implication dans un programme de nutrition et une conviction pour les principes du mouvement SUN globalement. En plus de ces critères, les membres auront le devoir d'informer continuellement sur les activités principales et les résultats en matière de nutrition dans le pays et de participer à toutes rencontres de renforcement de capacités et de plaider en nutrition au nom du mouvement.

d) La stratégie d'action de l'Alliance au Mali

L'alliance au niveau du pays va introduire des stratégies novatrices de mobilisation communautaire et des responsables afin de faciliter la prise de décision pour la mise à l'échelle rapide des interventions nutritionnelles spécifiques ayant une efficacité démontrée ; la mise en œuvre de stratégies sectorielles contribuant au renforcement de la nutrition (c'est-à-dire répondant aux besoins nutritionnels des individus, des ménages et des sociétés) et le plaider sur les questions fondamentales de nutrition au Mali.

L'Alliance à travers le point Focal Société civile en collaboration avec les autres acteurs SUN au niveau national collaborera également au niveau mondial pour soutenir la réalisation des objectifs dans les pays SUN

e) La coordination de l'Alliance au Mali

Les actions de l'initiative au Mali sont coordonnées par les représentations de 4 institutions dont les rôles et responsabilités sont complémentaires tant au niveau international que national. Ces institutions sont des acteurs importants dans la nutrition au Mali depuis plus d'une décennie à travers la mise en œuvre des projets et programmes dans le domaine. Il s'agit de :

1. **Le Programme Alimentaire Mondial (PAM)** à travers le REACH assure le parrainage du projet. Il est responsable du projet devant le secrétariat du mouvement SUN et facilite la gestion financière et technique du projet.
2. **L'OMAES Point focal SUN Société Civile**, bénéficiaire direct du projet, il assure la gestion administrative/financière et la coordination avec le comité technique national pour la nutrition, le secteur privé et les autres partenaires techniques et financiers en nutrition.
3. **Helen Keller International** assure le rôle d'assistance technique au point focal SUN, au comité national nutrition et aux autres organisations impliquées dans la nutrition au Mali sous l'alliance SUN

Résumé des rôles d'OMAES et HKI dans le projet au Mali

OMAES, Point focal SUN Société Civile

- Développe le plan d'action et le budget annuel du projet
- Assure la mise en œuvre des activités avec les partenaires
- Facilite l'implication du Comité technique à travers le point focal national
- Produit les rapports d'activités et financiers pour le bailleur
- Dissémine l'information auprès des membres de l'Alliance sur les avancées des activités du mouvement mondial
- Initie la dynamisation du mouvement national et organise la mise en place des groupes régionaux d'influence sur la nutrition
- Participe activement à la mobilisation des ressources pour le fonctionnement des sous-groupes sous- régionaux SUN

HKI Mali, Expert en nutrition

- Assure l'appui technique dans le développement des outils/matériels de sensibilisation et de plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement structurel en Nutrition
- Initie les échanges avec les autres pays SUN pour la qualité des activités
- Renforce les capacités de la société civile malienne à influencer et à faire avancer les programmes de politique de nutrition
- Aide à organiser les campagnes de plaidoyer pour la prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux y compris le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté

Principales activités de L'Alliance SUN Mali

a) Atelier d'élaboration de la note succincte SUN Mali

Cet atelier a permis de développer un concept note sur le rôle de la société civile en matière de nutrition d'une manière intégrée – nutrition, sécurité alimentaire, santé, éducation, droits de l'homme – avec des questions adressées directement au gouvernement et au secteur privé. Il a fait le point des besoins nutritionnels au Mali, l'expérience des partenaires de la société civile, et a adopté une stratégie pour renforcer le plaidoyer pour une priorisation de la nutrition par le pays.

b) La mise en place du programme SUN Société Civile au Mali

Le programme Société civile SUN Mali a été officiellement mis en place en avril 2013 avec comme organisation participantes des Nations Unies le Programme Alimentaire Mondial (PAM), OMAES comme l'organisation chargée de sa mise en œuvre et HKI assurant l'appui technique à tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre.

c) Participation aux rencontres de haut niveau

Depuis 2011, l'alliance du Mali participe annuellement, aux côtés du Gouvernement Malien aux rencontres de haut niveau sur la nutrition et sur le mouvement SUN au siège des Nations Unies à New York. Ces rencontres sont l'occasion de porter la voix de la société civile malienne au niveau mondial concernant sa place et son rôle dans l'amélioration de la nutrition dans le pays.

d) Conférence téléphonique pour la coordination et la mise à jour

Chaque six semaines, le point focal SUN Société civile participe à une conférence téléphonique avec le Secrétariat du mouvement SUN aux côtés du Point Focal National, de REACH et des Partenaires techniques et financiers.

Cette conférence permet de faire le point de l'état d'avancement de SUN dans chacun des pays sur les engagements pays, les attentes vis-à-vis du mouvement SUN, les progrès et les contraintes par rapport aux 4 indicateurs de processus (**Espace partagé pour l'action, Cadre légal et politique cohérent, Alignement autour de résultats communs et Suivi des financements et mobilisation des ressources**).

e) L'atelier de mapping des engagements du gouvernement, des intervenants et des outils de plaidoyer existant en matière de nutrition (25 juin 2013)

Pendant cet atelier les participants (Organisations de la société civile et représentants du Gouvernement) ont travaillé sur les questions suivantes : Quels sont les accords/conventions signés par le gouvernement en faveur de la nutrition ? Quel est le niveau de mise en application de ces accords/ conventions ? Quels sont les principaux problèmes ? Quels sont les accords/conventions non encore signés ? Et que peut-on faire pour la signature de ces accords/conventions ? Les accords engagements sur lesquels le Gouvernement du Mali s'était engagé sur le plan national, régional, sous-régional et internationale sont répertoriés et connus de tous les acteurs (voir rapport de l'atelier), les principaux problèmes qui ont empêchés leurs mis en œuvre sont connus. Entre autres problèmes on peut retenir : (i) l'instabilité politique ; (ii) l'insuffisance des ressources financières (les programmes dans le domaine de la nutrition doivent être appuyés en vue d'espérer un rehaussement du niveau de connaissance de la population sur les conséquences néfastes d'un mauvais état nutritionnel) ; (iii) l'insuffisance de personnel de nutrition ; (iv) la lenteur dans l'adoption des textes (ex signature du projet de l'arrêté interministériel sur l'importation du sel iodé, la vente des substituts du lait) ; (v) la faible application des normes et règlements internationaux dont particulièrement le « Code de commercialisation des substituts du lait maternel » qui est violé au niveau même des formations sanitaires ; (vi) l'ancrage de la nutrition au sein du Ministère de la santé (Division Nutrition à la Direction Nationale de la Santé) la nutrition est encore au rang de division. Vue les enjeux et la transversalité, il doit exister une direction de la nutrition au Mali (aussi, ne serait-ce qu'harmoniser avec plusieurs pays de la sous-région qui ont des directions générales de nutrition notamment Niger, Burkina Faso....) ; (vii) l'insuffisance dans le Suivi des engagements ; (viii) la politique nationale claire en matière de nutrition n'était pas élaborée ; (ix) la transversalité des engagements et leurs

éléments de mise en œuvre ; l'ancrage institutionnel du Conseil National de la Nutrition (instance multisectorielle) pose problème car la tutelle est assurée par le Ministère de la Santé et non la Primature.

- **Cartographie des intervenants**

Trois catégories d'acteurs quelque soit le statut Société Civile, gouvernement, Secteur privé, ont été répertoriés : ceux qui travaillent intensément dans la nutrition ; ceux qui travaillent modérément dans la nutrition et ceux qui travaillent occasionnellement dans la nutrition. Ce répertoire provisoire consigné dans le rapport de l'atelier fera l'objet de finalisation afin de d'élaborer un annuaire des intervenants engagés dans le renforcement de la nutrition au Mali et suivre, soutenir cette action.

- **Inventorier / compléter les outils de plaidoyer et les supports de communication existants en matière de nutrition**

De tous les outils de plaidoyer, l'atelier encourage l'OMAES à poursuivre la dynamique enclenchée et de planifier l'analyse des profils avec les informations sur le coût de la malnutrition au Mali. Par rapport aux supports de communication, il est souhaitable que la Société Civile développe son site web en synchronisation avec celui du Gouvernement malinet.net qui doit être actualisé et alimenté par la direction nationale de la nutrition. Aussi, il faut évaluer le plan stratégique de communication pour le changement de comportement en nutrition élaboré en 2009 par ATN plus et couvre la période 2009-2013 et disséminé.

f) L'atelier sur les outils de plaidoyer notamment sur le PROFILE

Une voix commune sur la nutrition avec un message cohérent communiqué par de multiples intervenants est nécessaire pour assurer un soutien continu et étendu à la nutrition. Pour ce faire, l'outil PROFILES est identifié comme l'outil le plus connu, le mieux adapté, basé sur un raisonnement scientifique et ayant fait ses preuves mais pas utilisé par les partenaires. Cet outil, a besoin d'une mise à jour en actualisant les données selon les périodes de projection adoptées par les acteurs pour permettre le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources pour soutenir les programmes de nutrition. Pour ce faire, 3 étapes majeures ont été réalisées dans le processus : la recherche documentaire pour harmoniser les hypothèses de projection pour le plaidoyer ; la collecte des données existantes et la liste des références pour l'analyse et la préparation de l'atelier de révision de l'outil. Ce travail a été coordonné et entrepris par le groupe de facilitateurs SUN composé de OMAES, ASDAP et HKI. Le processus est en cours en collaboration avec la Division Nutrition de la Direction Nationale de la Santé et les points focaux SUN au Mali.

g) L'atelier sur les PNP

La nutrition est un déterminant important pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Lesquels objectifs constituent une priorité sanitaire nationale avec un engagement politique fort des plus hautes autorités du pays en témoigne l'adoption d'une politique nationale nutrition.

En effet, la situation sanitaire du Mali est toujours caractérisée par une prévalence élevée de la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Pour améliorer cette situation, la Direction Nationale de la Santé à travers la Division Nutrition avec l'appui des partenaires a élaboré les documents de Politiques, Normes et Procédures en Nutrition.

La connaissance des politiques, normes et procédures en nutrition permet aux acteurs de la société civile de fournir les mêmes services et avec la même qualité à toute la population. C'est dans ce cadre que se justifie la formation qui sera organisée prochainement par les partenaires de SUN : OMAES, ASDAP et HKI après mise à jour des PNP par la Division Nutrition sur appui financier de OMAES à travers le programme SUN et dont l'objectif est de renforcer les compétences des organisations de la société civile sur les politiques, les normes et procédures en nutrition en vue de faciliter le plaidoyer pour accroître les investissements en nutrition. Ce processus sera facilité par HKI.

Conclusion

L'Alliance SUN au Mali bénéficie d'une plate forme multisectorielle existante en nutrition qui a permis de développer et renforcer les actions pour une meilleure efficacité de l'initiative dans le pays. Plusieurs étapes de formalisation, d'approbation et de coordination ont été faites et d'autres sont en cours pour favoriser non seulement la priorisation de la nutrition mais aussi les investissements dans ce domaine à travers plusieurs projets et programmes en cours. Le présent projet soutiendra cette dynamique mais restera limité compte tenu du niveau de financement qui reste un défi.